



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
21 mai 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

Conférence de haut niveau sur la promotion de l'investissement

Réunion spéciale à l'occasion de la treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, à Doha, le 22 avril 2012

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Lors de la Conférence de haut niveau sur la promotion de l'investissement du Forum mondial de l'investissement 2012, des dirigeants d'entreprise, des responsables gouvernementaux et des experts de la promotion des investissements ont débattu des stratégies à l'origine de la reprise de l'expansion des entreprises à l'étranger, ainsi que des moyens pour les pays d'attirer des investissements, notamment des investissements dans les industries «vertes».

2. En 2012, selon les estimations de la CNUCED, les investissements étrangers directs (IED) augmenteraient modérément et s'élèveraient à environ 1 600 milliards de dollars. Une enquête menée en 2012 par la CNUCED auprès de sociétés transnationales révélait qu'environ 60 % de ces sociétés s'attendaient à ce que leurs IED augmentent au cours des prochaines années. Indiquant que de nombreuses entreprises souhaitaient investir, les dirigeants d'entreprise présents à la Conférence ont souligné l'importance des conditions générales d'investissement là où des perspectives existaient. M. Stefan Bude, Président de DAA Draexlmaier Automotive of America LLC, a dit que les investisseurs recherchaient un environnement dans lequel ils se sentent en sécurité et appréciés, et non pas seulement des avantages fiscaux. M^{me} Rebecca Fatima Sta Maria, Secrétaire générale du Ministère malaisien du commerce et de l'industrie, a souligné l'importance de la transparence, de la prévisibilité et de la stabilité, tous éléments nécessaires pour attirer les investisseurs étrangers et les rassurer.

3. En 2011, les entreprises mondiales avaient consacré 1 500 milliards de dollars au développement de leurs activités à l'étranger, soit 17 % de plus que l'année précédente. Plus de 50 % de ces investissements internationaux avaient été réalisés dans des pays en développement ou des pays en transition, ce qui n'était pas sans intérêt pour les organismes de promotion de l'investissement des pays du Sud, pour lesquels l'investissement international pouvait être une précieuse source de financement du développement. Les dirigeants d'entreprise ont souligné l'importance de certains secteurs propices au développement dans les pays du Sud, sur lesquels il faudrait concentrer les activités de

promotion. M. R. Seetharaman, Directeur général du Doha Bank Group, a insisté sur l'importance des infrastructures matérielles et immatérielles dans les pays en développement, tandis que le Vice-Président de Vale, M. Rafael Benke, estimait que le secteur des industries extractives pouvait servir de tremplin à d'autres secteurs, en particulier en Afrique. Les données récentes de la CNUCED montraient que les investissements étrangers directs en Afrique avaient de nouveau diminué en 2011, ce qui signifiait que les gouvernements devaient recentrer leurs efforts de promotion des investissements.

4. La nécessité d'attirer et surtout de retenir des entreprises qui étaient une importante source d'emplois n'avait cessé de croître dans les pays en développement et, après plusieurs années de crise économique, les pays développés la ressentaient aussi. De nombreux organismes de promotion de l'investissement avaient fait de la création immédiate d'emplois le principal objectif de leurs stratégies concernant l'investissement étranger direct, ce que M. Aaron Brickman, Directeur exécutif adjoint de SelectUSA, organisme fédéral de promotion de l'investissement des États-Unis d'Amérique, a d'ailleurs confirmé dans le cas de son pays, où le taux de croissance des investissements de pays en développement, en particulier dans le secteur des services et celui des industries d'exportation, était remarquable.

5. Les participants ont évoqué l'action des gouvernements, s'agissant de faciliter l'entrée et l'implantation des entreprises et de prendre des mesures pour attirer des investisseurs internationaux dans des secteurs prioritaires. M. Omran Hamad Al-Kuwari, Directeur général de Green Gulf Inc. (Qatar Science and Technology Park), a dit que son entreprise avait bénéficié d'un programme public d'appui au développement scientifique et technologique destiné aux entreprises travaillant dans des domaines considérés comme prioritaires par le gouvernement, dont la sécurité alimentaire, l'eau et la recherche médicale.

6. De nombreux gouvernements choisissaient actuellement d'attirer des IED «verts». Ils devaient à cet effet adopter des mesures susceptibles de faciliter l'émergence d'un marché viable pour les industries vertes et investir dans des équipements, des mesures d'incitation et des activités de promotion et de facilitation du commerce. Des experts ont estimé que les zones économiques spéciales pourraient être davantage mises à contribution pour créer des groupements d'industries vertes, en particulier dans les pays en développement. Selon M. Alessandro Teixeira, Ministre adjoint du développement, de l'industrie et du commerce extérieur du Brésil, si la promotion des investissements dans le secteur des industries vertes avait pu un temps être considérée comme une simple mode, il existait aujourd'hui d'importants débouchés et de réelles possibilités de contribuer à un développement durable.

7. Les participants ont reconnu que les facteurs déterminants de l'IED dans les activités à faible intensité de carbone relevaient majoritairement de choix publics et non pas du marché et que, pour garantir la viabilité future du secteur, il fallait remédier à cette tendance.

8. Plus de 200 experts ont participé à la Conférence, animée par M. Jamie Robertson, de BBC World, et M. Teymoor Nabili, d'Al-Jazeera Network.